

# Les biographies entrepreneuriales de la rupture : s'accomplir par la rue chez les jeunes au Cameroun

## From Biographical Disruption to Entrepreneurial Pathways: Cameroonian Youth Achieve Success on the Street

Hugues Morell Meliki

Volume 8, Number 2, 2025

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1117137ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1117137ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut national de la recherche scientifique (INRS)

ISSN

2371-3054 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Meliki, H. (2025). Les biographies entrepreneuriales de la rupture : s'accomplir par la rue chez les jeunes au Cameroun. *Revue Jeunes et Société*, 8(2), 98–129. <https://doi.org/10.7202/1117137ar>

Article abstract

In urban areas, various activities take place in the street. This article reassesses small-scale, street-based commercial activities that have traditionally been understood in terms of short-term perspectives on a survival economy. Based on a dynamic panel analysis of the results of an eight-year ethnographic survey, supplemented by biographical data, the analysis shows how these aspects of street life can, in fact, transform young people's lives by opening innovative entrepreneurial pathways in a context of social exclusion. The article discusses three main phases that shape this process of business career development among disadvantaged youth in Yaoundé and Douala while exploring the associated mindsets and meanings. Initially, the often frustrating experience of insecurity leads the young people concerned to reflect on the role played by their social background. In turn, this triggers a biographical disruption that takes shape amid the struggle for success. Driven by a desire to escape the life of misery typical of their families' socio-economic circumstances, youth may opt for life on the street, where they can engage in small-scale commercial activities and pursue a business career.



## **Les biographies entrepreneuriales de la rupture : s'accomplir par la rue chez les jeunes au Cameroun**

**Hugues Morell Meliki**

Département de sociologie

Université de Yaoundé I

Laboratoire Camerounais d'Études et de Recherches sur les Sociétés Contemporaines (CERESC)

morellm2003@yahoo.fr

### **Résumé**

En zone urbaine, diverses activités ont pour cadre ou support d'exercice la rue. Cette réflexion revient sur les menues activités commerciales de rues ayant fait consensus autour des grilles conjoncturelles d'une économie de la survie. Elle mobilise une enquête ethnographique de moyenne durée – huit ans – permissive d'une analyse dynamique de panel, enrichie de matériaux biographiques, pour montrer comment, chez des jeunes, ces activités de rues participent d'un processus transformationnel qui informe sur un cheminement entrepreneurial inédit dans une société d'exclusion. Elle discute de cette trajectoire de matérialisation d'une carrière d'entrepreneur, chez des jeunes issus de milieux précaires de Yaoundé et Douala, en cernant les logiques d'actions et les significations qui habitent chacune des trois principales phases qui la structurent. En restituant comment, initialement, l'expérience de la précarité et les frustrations qui y sont liées enclenchent, au détour d'une désillusion, un questionnement des origines sociales tenues pour responsables, il s'agit alors de problématiser le processus de rupture biographique qui prend corps chez les jeunes comme quête d'une destinée valorisante. Sortir pour la rue, y mener de petites activités, matérialise la décision de se forger, par une carrière entrepreneuriale, un devenir affranchi du déterminisme misérabiliste que garantit la situation socio-économique familiale.

Mots-clés : activités de rues, accomplissement, entreprise, jeunes, rupture biographique

**From Biographical Disruption to Entrepreneurial Pathways: Cameroonian Youth Achieve Success on the Street****Abstract**

In urban areas, various activities take place in the street. This article reassesses small-scale, street-based commercial activities that have traditionally been understood in terms of short-term perspectives on a survival economy. Based on a dynamic panel analysis of the results of an eight-year ethnographic survey, supplemented by biographical data, the analysis shows how these aspects of street life can, in fact, transform young people's lives by opening innovative entrepreneurial pathways in a context of social exclusion. The article discusses three main phases that shape this process of business career development among disadvantaged youth in Yaoundé and Douala while exploring the associated mindsets and meanings. Initially, the often frustrating experience of insecurity leads the young people concerned to reflect on the role played by their social background. In turn, this triggers a biographical disruption that takes shape amid the struggle for success. Driven by a desire to escape the life of misery typical of their families' socio-economic circumstances, youth may opt for life on the street, where they can engage in small-scale commercial activities and pursue a business career.

Keywords: street life, achievement, business, youth, biographical disruption

Pour citer cet article : Meliki, H. M. (2025). Les biographies entrepreneuriales de la rupture : s'accomplir par la rue chez les jeunes au Cameroun. *Revue Jeunes et Société*, 8 (2), 98-129. <https://rjs.inrs.ca/index.php/rjs/article/view/335/206>

## 1. Introduction

Les rues des capitales politique, Yaoundé, et économique, Douala, font l'expérience d'une requalification fonctionnelle par des jeunes qui y mènent de menues activités économiques. Trottoirs et chaussées sont transformés en espace de vente d'articles et de services. Les artères engorgées durant la temporalité diurne sont des sites de choix. Espaces de la ville-vitrine, il s'agit de points culminants où se recoupent les avenues qui conduisent aux institutions administrative, politique et économique importantes. L'intense trafic attire les jeunes qui en profitent pour proposer leurs marchandises en se faufilant d'une file de véhicules à une autre. Divers articles sont exhibés dans des plateaux ou des caisses en bois aux conducteurs et passagers : friandises (bonbons, barres de chocolat, biscuits, chewing-gum), produits du terroir (poudres et fruits à effets tonifiants), cigarettes, alcools en sachet, entre autres, sont proposés. Les prix communs vont de 25 à 100 francs CFA (0,038 € à 0,152 €), même si certains articles coûtent bien plus. De même, d'autres jeunes sont-ils munis de porte-charges et investissent, selon les flux de personnes, à des moments spécifiques de la journée, plusieurs rues stratégiques de certains quartiers. Les porte-charges servent ici de support à des activités telles que des mini-quincailleries et restaurants. Dans le même sens, certains jeunes utilisent, pendant la nuit, des segments de rues comme site de marché spontané. Dès 18 h, ces espaces sélects sont envahis. Les jeunes y disposent la marchandise sur des bâches étalées sur le sol. De 1 000 à 10,000 francs CFA (1,524 € à 15 244 €), le client y trouve son compte pour divers articles tels que des vêtements, des sandales, de la camelote et des produits cosmétiques. Par ailleurs, à Yaoundé, dès la tombée de la nuit dans les quartiers populaires, des jeunes privatisent aussi bien des ruelles aménagées et exploitées comme points de stationnement payant par la mairie, que des espaces vagues qu'ils transforment en parking payant au profit de particuliers qui n'ont pas d'alternative pour garer et sécuriser leurs véhicules. Après le retrait du parc-maître de la mairie à 17 h et la « mise en veille » des instruments de régulation des espaces publics et de l'économie, les espaces sont réorganisés à cet effet. Il faut y déboursier 300 francs CFA (0,457 €) pour les motos, 500 francs CFA (0,762 €) pour les taxis et 1 000 francs CFA (1 524 €) pour les berlines.

La présente réflexion vise à discuter de ces activités de rues. Elle s'appuie sur une série de travaux empiriques que je mène depuis 2014 dans le cadre de réflexions sur la rue urbaine en tant qu'instrument mobilisé par la jeunesse pour accéder aux capitaux d'expertise (savoirs, pratiques, compétences) et financiers (argent, moyens de production) en vue d'une carrière entrepreneuriale (Meliki, 2015, 2016, 2022). En me proposant de produire ici une conclusion à cette problématique, la réflexion souhaite démontrer, en mobilisant des données de type biographique et ethnographique, que les petites activités commerciales précaires et informelles, initialement pratiquées par les jeunes au bord des rues de Yaoundé et Douala, et dont les contours souscrivent objectivement à une économie de la survie, ne sont pas exclusives de projets d'accomplissement de soi dans la sphère des affaires. En ce sens, la focale analytique se situe à l'interface des observations objectives des formes d'activités de rues, dans la durée (2014 à 2022), et la compréhension des logiques subjectives qui animent et

orientent les actions des jeunes (Kaufmann, 2001). Il s'agit alors de cerner le processus transformationnel de ces activités comme ancrées dans une volonté de s'inventer un devenir valorisé, c'est-à-dire perçu comme réussite sociale et économique par tous et, en cela même, en rupture d'avec le vécu misérabiliste des familles d'appartenance qui définit le profil des jeunes étudiés. En effet, comme le démontre le texte, cette précarité qui s'affirme intensément à la faveur de frustrations ponctuelles, expressives de l'impossibilité des jeunes du panel à satisfaire certains besoins et aspirations les amène à porter un regard critique sur leurs origines. Les données démontrent alors que sortir dans la rue pour écouler des articles ou vendre des services ne saurait plus renvoyer au seul désir de satisfaction des besoins existentiels ponctuels. Il s'agit aussi, pour les jeunes des deux métropoles politique et économique, respectivement pour Yaoundé et Douala, par ces activités de rues, d'enclencher un processus d'alternation envisagé, au sens de Berger et Luckman (1986), comme une entrée dans un nouveau monde permissif d'une pleine réalisation de soi. Sous cet angle, à partir d'une démarche inductive, il s'agit précisément de montrer comment, à partir d'activités de rues à faible rentabilité, les jeunes des villes camerounaises construisent, en passant par trois séquences graduelles d'investissements, une trajectoire entrepreneuriale qui permet de s'affranchir d'une destinée sociale misérabiliste à laquelle les prédisposaient d'emblée leurs origines sociales engluées dans des conditions d'existence indigentes. La destinée sociale est ici une trajectoire de vie que les instances de socialisation et les structures sociétales assignent à l'acteur en raison de ses origines sociales et milieux de vie (Bajoit, 2013). Il s'agit d'une identité sociale pour autrui résultant d'un processus d'attribution par les institutions et personnes qui interagissent avec l'acteur (Dubar, 1998). En tant qu'identité assignée, elle oriente le jeune vers l'unique voie qui lui semble officiellement offerte (Amougou, 2018). Aussi, ces jeunes seraient, de fait, acculés à ne plus rêver à des horizons plus vastes (Simone, 2005). De ce fait, si les activités de rues extirpent les jeunes de leur destinée sociale misérable, il convient de relativiser, même à titre marginal, les grilles d'analyse conjoncturelle et d'une économie de la débrouille ayant fait consensus sur la question (Fodouop, 2015; Naisiko, 2012; Agbu, 2009; Pidika Mukawa et Tchouassi, 2005).

## **2. Mise au point théorique et méthodologique**

### **2.1 Portées théoriques du processus transformationnel des activités de rues chez des jeunes**

Réfléchir aux menues activités de rues à modalité d'exercice précaire et à revenus bas, c'est d'abord interroger le secteur informel. L'économie informelle est faite d'activités qui, sans être criminelles, illicites et exposées aux poursuites judiciaires du marché noir et de ses trafics, se dérobent de la réglementation. C'est donc un « secteur extra-légal » qui fonctionne hors des institutions de réglementation de l'économie, sans toutefois faire partie de l'économie criminelle (De Soto, 2013). Ainsi, ce secteur se soustrait-il des diverses charges fiscales, de la sécurité sociale, tout comme des lois sur la santé et la sécurité au travail; l'accès aux systèmes de crédits institutionnels y est inexistant et la comptabilité absente ou intentionnellement biaisée (Organisation de coopération et

de développement économiques, 2002). Toutefois, l'hétérogénéité des activités et les formes d'entreprises opérant dans ce secteur informel montrent que si les entreprises de petite taille ne satisfont à aucune règle, celles d'ampleur significative remplissent plusieurs de ces exigences. Subséquemment, on se situe dans un continuum entre petit informel, grand informel et formel (Benjamin et Mbaye, 2012). Le petit informel est caractéristique des menues activités de rues initiales des jeunes. En s'émancipant des licences, charges locatives et fiscales réglementaires et en permettant l'itinérance pour esquiver les multiples prélèvements qui seraient imposés si on exerçait directement dans un cadre formel, le petit informel rend à même d'intégrer les affaires sans capital initial substantiel, d'où son plébiscite chez les jeunes.

En effet, scruter les activités que mènent les jeunes dans ce secteur, c'est actualiser le propos de quelques hypothèses dominantes qui, dès la décennie 2000, à titre principal, restituent leur intelligibilité. Il faut en effet souligner que, dans les années 1990, corollaire des programmes d'ajustement structurel, le gel des recrutements dans la fonction publique et la fin de l'état providentiel que consacre le libéralisme ont eu raison des capacités de l'État à pourvoir en emplois des milliers de diplômés (Le Roy, 1996). On assiste en conséquence, depuis lors, à une dynamique généralisée de mise sur pied de diverses activités lucratives qui procèdent d'abord de l'informel.

Cela étant, une première hypothèse questionne ces activités en procédant d'une analyse de la structure du marché de l'emploi. Les notions de débrouille (Pidika Mukawa et Tchouassi, 2005), initiative pour avoir un gain ponctuel (Aerts, Cogneau, Herrera, de Monchy et Roubaud, 2000), et territoire d'attente – *waitwood* – secteur où l'on s'occupe en attendant d'accéder à un emploi viable et définitif (Honwana, 2012), en structurent le champ conceptuel. Ce prisme démontre que le taux de sous-emploi global demeure élevé, soit 61,4 % en 2021 et le chômage, quant à lui, ayant augmenté de l'ordre de 2,1 points entre 2010 et 2021, se situe à 8,7 %. Cette masse de chômeurs est substantiellement irriguée par les femmes à hauteur de 54,3 % (Institut national de la statistique, 2022, p. 97-103). Subséquemment, ces activités sont prises comme une éponge à emplois (Lautier, 2002), c'est-à-dire une niche d'occupations alternatives devant un marché de l'emploi formel atrophié (Lachaud, 1994). De manière spécifique, érigées en objet de recherche, les activités de rues urbaines sont articulées comme une stratégie palliative d'une jeunesse désillusionnée face à un marché de l'emploi offrant peu de débouchés (Kobou, 1999). Ces activités sont alors l'expression d'une inflation du secteur informel.

Toutefois, cette informalisation de l'économie ne répond pas aux seuls enjeux de l'emploi. C'est en ce sens qu'une seconde hypothèse interroge, par exemple, les activités de rues de la jeunesse sous l'angle de besoins existentiels immédiats. Insécurité alimentaire, satisfaction des besoins domestiques (Sangaré, 2012) et négociation des conditions de survie (Naisiko, 2012) en meublent l'argumentaire. Le point de démarcation d'avec la première hypothèse repose sur les indicateurs d'une pauvreté abjecte. Il y est démontré que, pour 40 % des ménages pauvres, un adulte dépense moins de 22 454 francs CFA (34,23 €) par mois, soit moins de 783 CFA (1,19 €) par jour pour ses

besoins (Institut national de la statistique, 2008). Dans ce contexte de pauvreté, doublé de l'inflation du coût des denrées alimentaires qui, en 2008, ont conduit aux émeutes de la faim (Eboko, 2008), l'insécurité alimentaire expressive des difficultés à s'approvisionner à temps et selon des critères de quantité et de qualité qui satisfont aux besoins des familles (Janin, 2006), amène les jeunes précarisés à développer des activités de rues pour assurer leur subsistance (Bourdillon, 2012; Verlet, 2000). Ainsi, les menues activités de rues deviennent un moyen qui permet de prendre en charge des ménages en fournissant la portion de ration alimentaire du jour. Il s'agit alors d'une économie de la survie quotidienne.

Cette entrée par les fonctions sociales inspire une autre hypothèse d'ordre anthropologique. Celle-ci recherche les homologues de structure entre rites traditionnels de passage à l'âge adulte et les activités de rues des jeunes comme dispositif permettant d'acquérir les qualités d'un acteur en pleine maturité (Droz, 2015). Dans un contexte de modernité qui démantèle les structures traditionnelles qui inscrivent en certains jeunes l'éthos culturel du mâle accompli (Van Gennep, 1981), les activités de rues sont alors constitutives d'un rite néotraditionnel dispensateur des qualités liées à ce statut. Ces activités sont de ce fait une épreuve de passage des jeunes à la catégorie d'adulte (Droz, 2000). L'éthos d'adulte se résume, ici, en la capacité à se créer soi-même – *self-made man* – dans des conditions d'adversité pour accéder aux diverses commodités socio-économiques caractéristiques de la vie de l'adulte comme être indépendant (Droz, 2006).

Le passage à un statut d'adulte, c'est-à-dire en rupture d'avec la dépendance socio-économique et la subordination aux structures sociales est aussi interprété comme la genèse du citoyen-souverain (Amougou, 2018). Cette hypothèse politiste convoque, d'une part, la construction anthropologique d'une subalternité sociopolitique, à travers le concept de cadet social (Bayart, 1985), pour montrer le manque d'influence des jeunes sur les institutions nationales et leur cantonnement dans le seul pôle d'exécution (O'Brien Cruise, 1996; Mbembe, 1985). D'autre part, elle reprend le constat d'une emprise du système politique dominant sur les composantes sociales ordinaires qu'il tient à maintenir dans la précarité (Havard, 2009). Subséquemment, l'intelligibilité des activités des jeunes souligne ici une expérience de subjectivation, c'est-à-dire des itinéraires d'indignation, révélateurs de processus de transit vers un devenir-acteur dont le sens réside dans la tentative de déconstruction, depuis la marge, d'un système politique qui reproduirait une élite « prédatrice » et productrice d'exclusion et de marasme socio-économique (Amougou, 2017). S'activer dans des affaires va donc au-delà du seul besoin de réussite dans le secteur économique, pour s'énoncer comme une entrée dans la société civile sous une posture d'acteur (Amougou, 2016).

De ce qui est dit, les hypothèses anthropologique et politiste étendent l'analyse en scrutant des logiques d'émancipation personnelle et la volonté de défaire, autour de soi, l'hégémonie des institutions sociales. Elles articulent donc une problématique de l'autonomisation sociopolitique des jeunes comme cadre d'intelligibilité. De même, Miaffo et Warnier (1993) ont scruté les conditions d'entrée en affaires, en faisant des

menues activités de rues un facteur d'insertion grâce à une première épargne d'investissement qu'elles rendent possible. Warnier (1993) pense d'ailleurs que ces activités peuvent déboucher sur une réussite lorsque les valeurs d'austérité, de vie ascétique, de rejet de l'économie du désir et l'apport des tontines, mode alternatif d'accumulation productive (Nzemen, 1993) sont mobilisées comme répertoire de conduite en affaires (Geschiere et Konings, 1993).

Toutefois, ces différentes approches s'interdisent de restituer le signifié des activités de rues selon l'identité projetée en histoire, c'est-à-dire ce que les jeunes racontent sur ce qu'ils sont, notamment leurs origines sociales, et ce qu'ils veulent devenir, en l'occurrence leur horizon d'accomplissement. Ainsi, ces approches ne soulignent-elles pas assez ce qu'il advient aux jeunes et à leurs activités dans le temps. Elles ne peuvent dire s'ils demeurent dans la rue, dans le même type d'activités, ou passent à un autre niveau d'investissement. La dynamique transformationnelle de ces activités est donc ce qui est ignoré et, avec elle, l'histoire subjective en formation à travers le devenir objectif que restituent les narratifs des jeunes sur leurs parcours de vie (Demazière, 2003). À ce titre, tenter de documenter ces aspects revient à répondre à la question banale de savoir : réencastrées dans la durée, de quoi procèdent, comme motivations subjectives matériellement objectivées, les menues activités de rues développées par les jeunes dans les villes camerounaises? En effet, cette question est structurante tant l'ethnographie des pratiques des jeunes du panel que j'observe depuis huit ans – 2014 à 2022 – établit un continuum entre menues activités de rues initiales et formalisation dans la durée d'une entreprise. Certains enquêtés qui, à Yaoundé et Douala, débutent avec de petites activités de rues se retrouvent à la tête d'une unité commerciale ou de production formelle viable plus tard (Meliki, 2015).

Cette réalité suggère une dynamique de transition qui, faite de séquences graduelles, informe sur un itinéraire dont l'horizon d'accomplissement est une stabilité entrepreneuriale qui change le statut social du jeune. Certes, les concepts d'entreprise et d'entrepreneur demeurent en discussion pour le contexte africain. Toutefois, saisir les objectifs et la portée finale des activités questionnées exige de se distancier du paradigme entrepreneurial classique qui fait de l'entrepreneur un héros de la culture capitaliste. Acteur économiquement révolutionnaire, celui-ci donne une opérationnalité aux innovations technologiques, à force d'investissements à risque sur le long terme, afin de créer des besoins nouveaux sur le marché, se garantissant par-là des revenus substantiels et les moyens de paiement des salaires de ses employés (Ela, 2006; Schumpeter, 1969). Pris dans cette perspective héroïque, ce cadre d'analyse empêche de considérer la jeunesse camerounaise et les activités économiques qu'elle développe à partir des concepts d'entrepreneuriat et d'entrepreneur. Julin et Marchesnay (1996) rendent flexible cette posture en considérant d'abord l'entrepreneur comme un acteur qui a la pleine volonté d'entreprendre dans les affaires et de s'y accomplir. Cette posture qui n'implique pas tant un caractère spectaculaire du capital de départ, mais l'effort inlassable de faire évoluer son activité, l'inscrire dans un registre formel durable et à rentabilité significative, appelle à analyser au moins deux réalités que suggèrent les petites activités de rues initiales.



D'abord, elles ont une fonction de démultiplicateur du pécule qui assure une migration vers des affaires ou commerces administrativement enregistrés (Meliki, 2022; Lautier, 2013). Un tel processus qui implique que les jeunes, sans capitaux de départ, formalisent une dynamique inédite de réalisation de soi dans le domaine entrepreneurial formel doit être documenté dans ses séquences. Ensuite, utilisant la notion de réalisation de soi en affaires, au sens d'affirmation de soi par la réussite, les récits des jeunes qui s'y rapportent tout au long de l'enquête, mettent en lumière la prodigalité d'un champ lexical qui ramène tout à leur personne --*je, mon, mes, moi, j'ai, personnellement*, etc. Cette emphase attire l'attention sur des efforts et des qualités déployés pour se hisser vers un point objectivement inattendu grâce à la trajectoire que la précarité socio-économique des origines sociales esquissait. Ce constat met en orbite le processus de construction d'un « à-venir » désiré qui, en cela, permet d'échapper au déterminisme de la situation socio-économique familiale qui garantissait un devenir d'indigence<sup>1</sup>. Articulées comme tels, ces réalités deviennent prescriptives d'un cadre d'analyse du désir de rupture biographique chez les jeunes. De ce fait, le cadre conceptuel de la débrouille ne saurait plus restituer la réalité en cours. En fait, le désir de formaliser, quoique sur la durée, une unité commerciale ou de production stable, fait de ces jeunes dans la rue des « entreprenants ». Le concept d'« entreprenant » s'oppose à la débrouille souvent associée à ce type d'activités pour exprimer la volonté de créer des revenus afin de satisfaire des besoins existentiels ponctuels. La débrouille procède alors d'un temps d'immersion, souvent bref, dans une activité et d'une logique de l'immédiateté dépouillée d'une projection de fabrique consciente et active d'un devenir dans les affaires. Par contre, l'entreprenant, malgré le recours aux mêmes schèmes d'activités commerciales dits de débrouille, rend compte du jeune qui est habité, dès son entrée dans le créneau des petites activités, par un engagement total de soi sur la durée en vue d'un accomplissement entrepreneurial (Meliki, 2022). Cela étant, l'hypothèse induite de ce travail assume que les menues activités de rues sont constitutives d'une opportunité de mobilisation des capitaux matériels et financiers qui permettent de se construire, par accomplissement entrepreneurial, une nouvelle identité socialement désirée en rupture d'avec celle que garantissaient les origines sociales. La saisie de ce processus d'accomplissement et la mise en sens d'une part des significations de ce désir d'un devenir désiré et socialement valorisé invitait à formaliser une méthodologie à même de suivre en temps réel et sur le temps, les itinéraires des jeunes.

## **2.2 Un terrain entre ethnographie et récits biographiques**

En décidant d'aborder cette problématique à partir d'une posture phénoménologique inspirée de Schütz (2007), je privilégie les expériences individuelles des jeunes et les significations qu'ils en donnent, même si l'échelle d'analyse varie de l'unité (jeune) au groupe (jeunes entreprenants). Recourant alors à un travail wébérien de compréhension, je tente d'interpréter les diverses logiques qui animent et influencent les actions des

---

<sup>1</sup> Voir, à propos, plus bas, la section traitant des sources du basculement des jeunes.

jeunes de mon panel (Pharo, 1993). Cette sociologie des logiques d'action, en tant que telle, adossée aux descriptifs des pratiques impose de prendre au sérieux les rationalités orientées vers la matérialisation du projet entrepreneurial des jeunes. Au regard d'un tel positionnement, ma politique de terrain s'est donc construite autour de l'ethnographie et des récits biographiques. En recueillant ces discours sur le champ d'accomplissement des actions, l'une des contraintes consistait à moduler le temps de l'entrevue aux mouvements et interruptions liés au service ou à la présence d'un client. Subséquemment, l'enregistrement était de mise pour plus de fidélité dans ces milieux et 50 minutes, au minimum, requises par entrevue formelle. Une enquête progressive de huit ans – 2014 à 2022 – auprès de jeunes entrepreneurs urbains irrigue ainsi cette recherche. Yaoundé et Douala sont retenus comme principaux sites d'investigation. Ces deux métropoles sont respectivement capitale politique et économique. Avec plus de 2 700 000 habitants chacune, et eu égard à une composante démographique jeune dominante (Bureau central des recensements et des études de population, 2005), elles offrent une forte concentration d'entrepreneurs. Conduire des observations répétitives *in situ* pour matérialiser la spirale d'enquête (Cefaï et Terzi, 2012) participe du préalable pour une recomposition et restitution du sens des pratiques des entrepreneurs déclinées dans les récits (Gonthier, 2004). En effet, en plus de rendre possible une triangulation des informations issues d'autres sources, voir par soi-même permet de contrôler et mieux comprendre les discours développés.

En effet, le rôle des jeunes interrogés dans le cadre de cette enquête a consisté à décrire leur réalité. Ces descriptifs, enrichis d'éléments biographiques, ont permis de constituer l'objet d'analyse. Les récits biographiques révèlent des séquences qui, pour la réflexion, restituent le sens de la décision de devenir entrepreneur pour les jeunes (De Coninck et Godard, 1990; Bertaux, 1980). À ce titre, la jeunesse est envisagée comme un construit biogéno-social. Elle désigne des acteurs dans une phase biologique, sociale ou professionnelle transitoire ayant conscience de leur condition d'« êtres inachevés » : ce sont des proto-adultes et des êtres en devenir (De Boeck et Honwana, 2005). Les entrepreneurs sont alors dans une trajectoire de maturation biologique et sociale (Meliki, 2022). Certes, certains de ces enquêtés ne sont aujourd'hui plus des « jeunes » au sens strict. Il s'agit d'adultes dont la trajectoire entrepreneuriale est déjà parfois achevée. Mais, ils avaient le même âge que les plus jeunes interrogés au moment où ils se sont engagés dans les « affaires ». Une telle configuration exigeait une analyse de panel dynamique, c'est-à-dire le suivi, dans le temps, de jeunes s'activant initialement dans la rue avec de menues activités. En outre, cette posture permet de donner corps à la méthode inductive ici privilégiée. Voilà qui justifie, dès 2014, la mise en panel des jeunes. Dix-sept personnes formalisent ce panel. Toutefois, ici, une discrimination s'impose par le besoin de travailler avec des parcours permissifs d'une meilleure modélisation des étapes distinctives d'investissement qui mènent à la formalisation d'une entreprise, par la clarté de leur traçabilité. Aussi, à titre principal, je m'appuie, pour cette réflexion, essentiellement sur dix recueils représentatifs des trajectoires les mieux articulées pour tenter une sociologie du cheminement entrepreneurial et des ruptures qu'il engage sur le plan social.

Le tableau ci-dessous récapitule les identités et trajectoires menant à cet accomplissement.

**Tableau 1.** Identités d'acteurs et trajectoires menant à l'accomplissement entrepreneurial

Statut des jeunes	Noms	Niveau scolaire	Cause directe entrée en affaires	Première phase/ entrée en affaires	Deuxième phase/ réinvestir et viabiliser son affaire	Troisième phase/ accomplissement	Ville et date du récit
Jeunes entrepreneurs accomplis	<b>Flore</b>	Master	Orpheline + mauvais traitements des tuteurs	Prunes et plantains braisés	Sous-location d'un coin de boutique et augmentation du capital	Entreprises bureautiques + Complexe chambres pour étudiants	Yaoundé : décembre 2013, mars 2015, mai 2019, janvier 2020
	<b>Aimé</b>	BEPC	Impécuniosité parentale + décrochage scolaire	Menus articles de bureau (blocs-notes, stylos, dateurs, formats, colle)	Reprographie en bordure de route	Entreprises bureautiques + unité de reprographie	Yaoundé : décembre 2013, février 2015, juin 2019, janvier 2020
	<b>Léo</b>	Licence	Impécuniosité parentale	Vente de vivres frais	Boutique en matériaux provisoires	Supérettes + snack-bar	Yaoundé : mars 2015, janvier 2020
	<b>Docta</b>	Classe de 3 <sup>e</sup> premier cycle du lycée	Décrochage scolaire	Vente itinérante de médicaments de la rue	Installation fixe sur une table pour vente de médicaments	Boutique : vêtements, matériels agricoles et médicaments	Mbalmayo: juillet 2014, mars 2015, juin 2019
	<b>William</b>	CEPE	Impécuniosité parentale + décrochage scolaire	Photocopieuse de rue	Sous-location d'un coin de boutique et augmentation du capital	Complexe commercial multiservice (papeterie, secrétariat, reprographie, cybercafé)	Yaoundé : mars 2015, janvier 2020
	<b>Pierre</b>	Primaire	Impécuniosité parentale + décrochage scolaire	Vente ambulante de chaussures, kola, citrons et bananes	Sous-location d'un coin de boutique et augmentation du capital	Bazar (alimentation générale et prêt-à-porter)	Yaoundé : mars 2015, janvier 2020

<b>Jeunes entrepreneurs</b>	<b>Petit-Jean</b>	Second cycle du lycée	Décrochage scolaire et irresponsabilité des parents	Vente chaussures de seconde main	Vente chaussures seconde main + sécurisation capital chaussures italiennes + fonds location boutique	Magasin vente chaussures italiennes	Douala : juin 2015, juillet 2019
	<b>Djibril</b>	Niveau primaire	Paie irrégulière et pour emploi de manutentionnaire	Vente d'aliments cuisinés	Occupation nocturne d'une véranda de pressing pour vente de repas et boissons chaudes	Restaurant-service traiteur	Douala : février 2015, juillet 2019
	<b>Joël</b>	Baccalauréat	Échec répétitif aux concours administratifs	Sandales de cuirs	Sous-location d'une véranda de boutique et augmentation du capital	Magasin prêt-à-porter	Yaoundé : avril 2015, juin 2019
	<b>Firmin</b>	Licence	Échec à trois reprises au concours de l'École normale supérieure	Vêtements et bijoux en pacotilles	Service de parking nocturne + sécurité pour véhicules de particuliers	Complexe fermier (avicole et piscicole)	Yaoundé : mars 2015, juin 2019

Les enquêtés sont groupés en deux cohortes. La première compte six jeunes propriétaires d'entreprises formelles. C'est le groupe des entrepreneurs accomplis. Il rassemble des jeunes ayant débuté les affaires par de menues activités de rues, lesquelles ont permis la mobilisation des capitaux nécessaires pour l'ouverture d'une entreprise. Cette catégorie restitue les différents cycles d'une trajectoire entrepreneuriale des jeunes initialement indigents. La seconde cohorte est composée de quatre jeunes aux activités embryonnaires. C'est le groupe des entrepreneurs. Il désigne ceux qui sont encore dans des formes d'activités initiales ou transitoires qui doivent mener à leur visée d'accomplissement entrepreneurial. Le traitement biographique de ces cohortes fournit

un matériau ample mettant en exergue plusieurs histoires de vie et logiques d'action dont la mise en sens permet de cerner la volonté de rupture biographique.

### **3. Aux sources des matrices du basculement des jeunes**

#### **3.1 Un désir entrepreneurial nourrit par des situations de dénuement extrême**

À l'écoute, ce qui interpelle dans les récits des jeunes, ce sont des périodes critiques qui introduisent incertitude et sentiment d'insécurité quant à leur devenir (Bidart, 2006). Ces situations révèlent, chez le jeune, une inadéquation entre aspirations et moyens accessibles en raison du profil de ses origines sociales. Ainsi, en décembre 2013, Flore, Bamiléké, propriétaire de *Floritz Enterprises*, entreprise de prestation de services et de vente de consommables informatiques et bureautiques à Yaoundé, me reçoit la première fois. Elle retracera toute son origine sociale.

*Je suis orpheline à 3 ans seulement. Je suis allée de maison en maison. Mon grand frère m'a recueillie. Ensuite, c'était la femme de mon oncle qui m'a prise sous son toit. Je vais vivre, partout où je passe, une situation de privation pas possible. Ça va devenir insupportable avec ma puberté. Même des choses essentielles comme des serviettes hygiéniques, des sandalettes, la pâte dentifrice ou le savon de bain, personne ne me les procurait, tandis que les enfants de ces maisons en avaient à en revendre. Voilà, en plus, alors que certains enfants [des maisons hôtes] font les meilleurs établissements de la ville, d'autres étant même en régime internat coûteux, moi je devais aller à pied, sans argent de beignet, sans fournitures scolaires complètes à l'école [...]. Un jour, après avoir demandé à fréquenter dans une bonne école, on va me répondre que mes parents n'avaient pas laissé l'argent à quelqu'un de garder [pleurs]. Ce jour-là, j'ai eu pitié de moi-même. Je vais donc réfléchir sur ma vie.*

Dans ce récit, la période critique est tributaire de l'identité sociale de l'entrepreneuse. Son statut d'orpheline vient, au moment du constat ponctuel de discrimination, aggraver la conscience de son rejet. De fait, la mise en cohérence du récit déclencheur d'une *réflexion sur sa vie* procède d'une double logique diachronique, temps long, et synchronique, temps court de l'agencement des événements ponctuels (Béret, 2002). Certes, le point culminant de la période de crise est la demande d'une école de choix et son rejet par des propos offensant la mémoire des parents qui se sont éclipsés sans laisser d'argent. Toutefois, il y a recomposition, à rebours, des situations de maltraitance depuis l'âge de 3 ans qui instaurent malaise, tensions et rappellent sa précarité paradoxale dans des familles d'accueil qui ne manquent de rien. Entrecroiser les spécificités du vécu familial – temps long – et un événement ponctuel aggravant – temps court – à partir du *manque* est un modèle discursif collectif. Petit-Jean, Sawa du Littoral, Aimé et Docta, Bamiléké, respectivement propriétaires d'un étal de chaussures de seconde main, d'une enseigne bureautique et d'un bazar, sont tour à tour

rencontrés, la première fois, à Douala en juin 2015, à Yaoundé en décembre 2013 et à Mbalmayo en juillet 2014. Ils font aussi constater que la vie en famille n'était que dénuement. Cette caractéristique est amplifiée, pour Aimé, avec l'incapacité de solder les 7 500 francs CFA (11 €) de scolarité et, chez Docta, avec l'impossibilité de continuer les études tant il manquait de tout moyen d'accompagnement. Ce modèle de réinterprétation biographique chez les acteurs ouvre alors sur une réflexion quant aux voies de sortie : c'est le désir de basculement (Coninck et Godard, 1990). Chez les autres enquêtés, la précarité des origines sociales se conjugue à un sentiment d'abus pour déclencher la période de crise.

C'est le cas de William, un autre Bamiléké, à nouveau rencontré en janvier 2020, lieu dit Château à Yaoundé. Il est promoteur d'une société anonyme, *JT-Multiservices*, qui concentre quatre structures : une papeterie (vente de matériels et fournitures de bureau), un secrétariat bureautique, un pool reprographie (microédition, impression, photocopie de documents) et un cybercafé.

*J'ai juste le CEPE [certificat d'étude primaire]. Je n'ai jamais voulu arrêter l'école de moi-même. Mais, trop de circonstances difficiles de la vie dues à la situation des parents. D'ailleurs, cela a fait en sorte qu'à un moment donné eux-mêmes ne s'y intéressaient plus et là on se met à faire ce qu'on peut. Le déclic c'est quand j'arrête en 1996 et je vais donc d'abord à Makak dans le Nyong-Ekelle. Là, je suis une formation dans les techniques de l'agriculture. Ceci parce que j'avais un patron ingénieur agronome, c'est le secteur que je maîtrisais le plus. Nous travaillions alors dans un projet qui était financé par le PNUD à l'époque. Mon patron obtenait les financements, mais il gardait tout pour lui seul! Pourtant, je gérais environ 300 hectares. J'étais le plus jeune d'une bande de 75 personnes, mais je comprenais ce qui se passe. J'ai supervisé le personnel et même les travaux de toutes les plantations. Je domiciliais là-bas. Mais, j'avais rien; comme l'idiot de service quoi. Donc, comme je dis, je claque la porte de l'école en 1996. En réalité, j'arrête par dépit. J'avais 18 ans, nous sommes en 1996 et mes parents étaient encore vivants. Voilà, je suis issu d'une famille sans moyens. Donc je devais tenter quelque chose hors du village.*

Ce propos souligne plusieurs balises pour la période de crise. Certes, l'emphase est mise sur le dénuement familial responsable des difficiles péripéties jusqu'en 1996. Toutefois, il indique le rôle amplificateur d'une concaténation de facteurs : abus d'un patron qui l'exploite sans rémunération conséquente; un jeune âge qui lui enlève toute considération; la faiblesse de son instruction à cause de laquelle on le croit idiot. Cette conjonction de facteurs est identique à celle de Djibril, Peul de l'Extrême-Nord. Entreprenant basé à Douala, il a 25 ans en 2015 lors du premier contact. Ses parents sont cultivateurs sans revenu. N'ayant pas achevé ses études primaires, il se dirige à Douala. Manutentionnaire dans un magasin, c'est son premier travail qu'il quitte en raison d'un

*patron mauvais payeur* qui les exploite pour un  *salaire minable et irrégulier*, toute chose qui explique un questionnement biographique et la décision de basculement.

### **3.2 Lorsqu'une société d'exclusion plurielle irrigue le rêve entreprenant**

Les entrepreneurs sont des jeunes dont le devenir et l'être biologique fusionnent dans un point de tension commun : celui de l'accomplissement de soi. En ce sens, pour ceux des entrepreneurs ayant une instruction secondaire ou universitaire, l'accomplissement se concevait d'abord autour des imaginaires officiels de la réussite, notamment un concours ouvrant sur l'emploi public (Amougou, 2018). Le terrain en fait écho. Léo, un autre Bamiléké de l'Ouest-Cameroun dont les parents sont cultivateurs, tout comme les autres enquêtés, me confie en janvier 2020 qu'*après ma Licence en physiques, j'ai fait le concours de l'École normale supérieure trois fois sans réussite, parce qu'il fallait négocier à 600 000francs CFA (914 €). Moi, je n'avais pas cette somme. C'est là où j'ai décidé d'entrer totalement dans les affaires.* Ce propos articule une double réalité comptable de la crise qui oblige à une reconsidération de la trajectoire jusque-là esquissée: la difficulté à réussir par le seul mérite et le monnayage qui régissent le marché de l'emploi public. Cette situation est un obstacle pour l'entrepreneur qui ne possède rien de ce qui organise cette vie officielle en matière d'emploi. En fait, outre l'argent, accéder à un emploi public implique souvent de bénéficier de l'appui d'un parrain placé dans la haute sphère administrative ou être intégré dans des réseaux des membres du parti au pouvoir, le Rassemblement démocratique du peuple camerounais (RDPC) (Orock et Tabe, 2013; Manirakiza, 2010). Exclusion, allégeance à un parrain ou insertion stratégique dans des réseaux dominants sont constitutives d'un schème structurel de fonctionnement qui sélectionne et appuie des individus qui acceptent de payer en monnaies morales, physiques ou idéologiques (Grossetti, Barthe et Beslay, 2006; Munno, 2005). L'enquêté Firmin, Eton du Centre Cameroun, rapporte les mêmes faits. Il possède une licence en géographie et son père est retraité. Il a aussi essayé à plusieurs reprises le concours de l'École normale supérieure. La révolte face à des échecs qui ne s'expliquaient pas l'amène à *ouvrir les yeux sur ce chemin qui n'était pas fait pour [lui]*, dit-il. Il en est de même pour Joël, Ewondo du Centre Cameroun. Titulaire d'un baccalauréat, il confie, en avril 2015 au premier contact, avoir essayé les concours de l'ENAM<sup>2</sup> et de l'EMIA<sup>3</sup>. Ses échecs à répétition et la réussite paradoxale de candidats qui, pour certains, ne prenaient pas part aux épreuves, le font sombrer dans une dépression qui l'amène à questionner son existence.

Ainsi, chez les enquêtés, la découverte des logiques officieuses qui gouvernent la société officielle, couplée aux échecs répétés les amène à comprendre qu'ils ne sont pas dans la bonne voie. L'évaluation de cette impuissance à mobiliser les ressources effectives d'admission les ramène à la vérité de leur destinée sociale, d'où le questionnement de soi et de son devenir (Passeron, 1991). Ainsi, contrairement à des observations antérieures qui font de la préférence pour la liberté, l'indépendance même

---

<sup>2</sup> École nationale d'administration et de magistrature.

<sup>3</sup> École militaire interarmées.

dans la précarité, le facteur décisif du choix de menues activités au détriment d'un emploi salarié (Warnier, 1993; Fodouop, 1991), les blocages structurels à leur volonté de se réaliser selon l'imaginaire officiel de réussite poussent les jeunes à reconsidérer et envisager leur devenir ailleurs. C'est le début d'une renégociation des identités par une carrière qui sort du canevas officiel (Passeron, 1991).

#### **4. Se construire une identité nouvelle par une carrière entrepreneuriale : les trois séquences d'une trajectoire**

##### **4.1 Quand les dispositifs et formes d'activités précaires permettent l'entrée en affaires**

La carrière est, subjectivement, une dynamique dans laquelle le jeune donne du sens et interprète, à partir des enjeux qui sont siens, les actions qui ponctuent la nouvelle trajectoire en esquisse; objectivement, c'est une série d'étapes par lesquelles il passe pour s'accomplir (Hughes, 1937). Ainsi, après avoir coupé les liens avec l'ancien monde, les jeunes se lancent dans les affaires. Ce nouveau départ est un dépaysement de soi. Il induit un changement de géographie, de compétences à mobiliser, d'orientation et transgresse les attentes de la famille et de la société (Bidart, 2006). C'est le début d'une autonomisation qui traduit émancipation et genèse d'une invention de soi (Kaufmann, 2004).

L'absence de capital exige des jeunes de débiter par des formes commerciales précaires et à faible rentabilité. En effet, la situation d'extrême privation décrite par la propriétaire de *Floritz Enterprises* l'amène, dès 15 ans, à pratiquer le commerce avec un capital initial de 2 000 francs CFA (3 €) : *Mes premiers pas, c'était avec les prunes et les plantains. Pour le début, à Buea, j'avais acheté un grillage, une jante, du charbon, un régime de plantain et des prunes. Je braisais les prunes et le plantain, puis je les mettais dans un plateau et je me baladais un peu partout pour les écouler.* Le dénuement des jeunes est loin de faire obstacle à leur détermination : donner corps à une trajectoire inédite, par les affaires, pour produire une autre identité sociale. Ainsi, au départ, le dispositif de production de Flore est du matériel de récupération – jante d'une roue de voiture et grillage – et elle pratique l'itinérance commerciale. Cette pratique commerciale qui s'articule autour de la mobilité du jeune témoigne de la faiblesse de son capital initial et de l'absence de licence d'exploitation. Aimé s'en souvient : *J'essayais de placer ma marchandise durant les embouteillages la journée au gouvernorat. C'était fatigant. Je devais toujours contrôler mon périmètre et fuir quand les gros bras de la communauté arrivaient. Je perdais une partie de mes articles.* Cette itinérance consiste en une exhibition de produits dans un plateau aux automobilistes et passants (Meliki, 2016). Pierre, Bamiléké, propriétaire de *Maestro Polo* à Yaoundé, un bazar qui combine alimentation générale et prêt-à-porter où sacs et vêtements sont vendus, est rencontré la première fois en mars 2015. Il révélait avoir, à ses débuts, adopté la vente ambulante, dans toute la ville, des produits comme le citron, la kola, les bananes. Il le faisait en plus des chaussures vendues à Mokolo, un marché populaire, caractéristique du désordre urbain, et principal pôle commercial pour produits frais où convergent les agriculteurs de tous les bassins de production. À Mbalmayo, Docta usa du même



procédé. Il arpentait les ruelles des quartiers de cette ville pour proposer ses médicaments de la rue.

Une part des jeunes entrepreneurs cible donc les points culminants et congestionnés de la ville. Se faufilant d'une file de véhicules à l'autre, ils exhibent divers produits dans des plateaux ou des caisses en bois aux conducteurs et passagers. Friandises, produits du terroir, cigarettes, alcools en sachet sont proposés. Les prix vont de 25 à 100 francs CFA (0,038 à 0,152 €). D'autres jeunes élargissent leurs horizons en allant dans les rues des quartiers populaires pour proposer leurs articles. Comme décrit, la précarité que les jeunes ont en partage se répercute dans les formes et dispositifs d'activités auxquels ils recourent pour le début. William débute aussi sur ces dispositifs précaires. Quittant Makak en 1998, il rejoint son frère à Yaoundé. Grâce à la petite épargne rapportée de Makak, ainsi que l'argent thésaurisé en travaillant avec son frère, il va sous-louer la devanture d'une boutique où il fera installer tous les matins une photocopieuse qu'il fait rentrer dans un magasin la nuit venue. Cette mobilité qui n'est pas le seul signe de précarité, laquelle se prolonge largement dans le dispositif utilisé pour proposer ses services ou sa marchandise, restitue l'identité même du petit informel (Benjamin et Mbaye, 2012). À l'exemple de William, Léo installait une table sur le trottoir de la ruelle d'Orly pour son commerce : *J'ai commencé avec un capital de 23 000 francs CFA (35 €). De 1996 à 2000, je vendais des vivres frais, du poisson sec, du riz et de la tomate sur une tablette, ici.* Orly, principale rue festive située en face de l'entrée de la cité universitaire de Yaoundé 1, est un espace de socialités estudiantines. Cette ruelle en pavées prise d'assaut, jusqu'à ses trottoirs, par une forte concentration de commerces et snack-bars, est un lieu de rassemblement qui ne désemplit pas aussi bien le jour que la nuit.

Les rues font donc cette expérience de requalification fonctionnelle par les jeunes qui y mènent de menues activités. L'extrême faiblesse des capitaux de départ explique ces choix qui s'inscrivent dans l'économie informelle du point de vue des pratiques et des endroits investis (De Soto, 2013). Si la temporalité diurne est plus investie, la nuit est aussi un temps de productivité alternatif mis à profit davantage par les jeunes de Douala (Meliki, 2022). Petit-Jean, vendeur de chaussures à Douala, rencontré d'abord en juin 2015, en faisait état. Il achète des chaussures à la friperie à 5 h 30 au marché central et les revend dès 18 h sous le lampadaire de la station-service Total. Djibril profite lui aussi du temps nocturne. Dès 18 h, il utilise la véranda d'un pressing situé sur le boulevard des Stars. Rue festive qui s'étend sur plus de 70 mètres, on y dénombre une dizaine de snack-bars qui installent tables et chaises sur la chaussée de la ruelle. Il s'y amène, installe deux longs tabourets et une table sur laquelle sont disposés plaque à gaz, couvert, thermos d'eau pour boissons chaudes et ingrédients des plats : *J'ai décidé de faire dans la restauration [...] Je n'avais pas d'économies. Pour commencer, je me suis dit que je pouvais d'abord faire [ce] tournedos.*

Les débuts des entrepreneurs puisent dans les mêmes figures de la débrouille. Toutefois, ici, ces schèmes d'activités ont un objectif : créer les moyens financiers et

matériels d'une carrière entrepreneuriale<sup>4</sup>. Cette précarité initiale trouve cependant un contrepoids chez des aînés. Les trajectoires de Flore, William et Pierre montrent l'apport des expériences migratoires et professionnelles antérieures. Ce capital migratoire de personnes apparentées abaisse risques et coûts d'insertion de l'entrepreneur (Alejandro et Sensenbrenner, 1993). Celui-ci capitalise la connaissance des circuits de mobilité, d'insertion, de réseaux de clientèle, ainsi que les dispositifs des devanciers, un tout que certains auteurs trouvent plus décisif que le capital monétaire (Lautier, 2013). C'est aussi grâce au capital professionnel et relationnel des aînés que les entrepreneurs adhèrent tous à des tontines. Une tontine est une mutuelle de personnes qui se mettent ensemble pour thésauriser une part de leurs revenus qu'ils transforment en capital mobilisable par les sociétaires aux prises avec le financement de certains investissements. Il s'agit d'un système informel d'épargne et de crédits (Nzemen, 1993). Les capitaux de ces mutuelles sont réquisitionnés par les jeunes désireux de passer à la seconde étape de la trajectoire entrepreneuriale.

#### **4.2 Se fixer dans les affaires par l'usage de moyens et locaux provisoires**

Entreprendre est tributaire d'un capital substantiel. Seul, le jeune ne peut mobiliser les sommes requises. Firmin, au second contact en 2019 s'étend sur la question :

*Je cherche l'argent pour lancer mon complexe fermier. Je veux faire dans la pisciculture en circuit fermé et les poulets de chair [...]. J'ai adhéré à deux tontines pour aller plus vite. Chaque fois que je bouffe une cotisation, je finis avec quelque chose. [...]. J'ai acheté un terrain. J'ai fait le dessouchage. J'ai commencé à construire les poulaillers [...]. L'autre tontine que je bouffe, bientôt je lance l'aménagement des circuits d'eau pour les étangs.*

Ainsi, face à leur dénuement et éviction de la finance institutionnelle (Meliki, 2022), ces acteurs de l'informel créent des canaux alternatifs pour divers appuis (De Soto, 2013). Les tontines jouent alors un rôle prépondérant chez tout entrepreneur. Alors que seuls les Bamiléké étaient supposés pratiquer une épargne productive, Firmin, Djibril, Petit-Jean et tous les entrepreneurs sans racine *grassfield* établissent aussi la présence de cette pratique chez tous. De ce fait, c'est sur la base du pécule et des savoirs amassés à la première étape décrite précédemment que les entrepreneurs commencent à donner corps à leur trajectoire tout en demeurant dans l'informel. Cette seconde étape n'est possible que par l'action de l'épargne du stade initial. Grâce à celle-ci, Docta a arrêté le commerce itinérant pour s'installer en pleine gare routière de Mbalmayo. Disposant d'une table et d'un tabouret, il démultiplie et élargit sa gamme de médicaments. Cette seconde phase entraîne une amélioration sensible des conditions de travail et une injection considérable d'articles ainsi que la spécialisation dans les services proposés. Le propos de Pierre en est un descriptif commun.

---

<sup>4</sup> À propos, voir sections 4.2 et 4.3.

*J'ai commencé par la vente ambulante des produits comme le citron, la kola, les bananes. En plus, de cette vente ambulante, je vendais les chaussures au marché Mokolo. Pendant cinq ans, je faisais le déballage des chaussures tous les matins, puis je me promenais dans la ville le reste de la journée avec les produits et chaussures [...]. Je voulais avoir plus de revenus. J'ai donc pris un crédit d'un an dans ma tontine. C'est là où je démarre ma structure. J'ouvre d'abord l'alimentation seulement.*

En réalité, la première étape de cinq années n'avait pour objectif que de constituer le support permissif d'un passage de la bricole initiale à un niveau supérieur d'investissement. Les revenus de ces années mis dans une tontine permettent d'y solliciter un prêt subséquent pour la potentielle entreprise. Cet ancrage qui prend corps ne rompt pas encore avec les figures de la précarité du stade initial. Principalement, la densité de la marchandise/service, la concentration sur un marché spécifique, et la réduction de l'itinérance montrent une progression vers une viabilité de l'activité. Cependant, pour la plupart, l'absence d'emplacement fixe, le manque de locaux, leur caractère provisoire ou leur construction en matériaux de fortune révèle une trajectoire qui n'a pas encore trouvé son point d'équilibre (Meliki, 2015). Une séquence rapportée par William renseigne sur la question.

*En 2008, j'ai contracté un crédit à hauteur de 300 000 francs CFA (457 €) dans ma tontine, remboursables en traites. L'argent m'a permis d'acquérir un deuxième copieur. J'ai ensuite fait appel à un collaborateur qui connaissait bien le travail. Je lui donnais 30 000 francs CFA (45 €) par mois. À ce moment, je prends une sous-location à 15 000 francs CFA (22 €).*

Comme les autres, William a besoin d'un emplacement et d'un local à cette phase. Toutefois, la faiblesse de l'épargne rend impossible une acquisition pour soi. Aussi, si certains deviennent sous-locataires d'une véranda ou d'un angle dans une boutique tel que Djibril, Pierre ou William, d'autres construisent des échoppes en matériaux de fortune sur les rares espaces libres. L'usage de matériaux de fortune indique l'absence d'une autorisation officielle d'occupation du foncier et l'impécuniosité. C'est le cas de Léo. Si de 1996 à 2000, il vend des vivres sur une tablette à la descente d'Orly, dès 2000, il passe à la seconde étape. Il se transforme en alimentation grâce aux bénéfices. Il se fait construire une boutique provisoire en planches et plaques de métal. Il y a donc, pour tous, amélioration qualitative – commodités liées à l'exercice du métier – et quantitative – densité de marchandises/services – de l'activité à ce stade. À ce niveau, alors que certains s'incrument dans le domaine investi au départ, d'autres s'orientent vers des créneaux découverts. L'entrepreneur a donc un comportement conséquentialiste (Simon, 1955), c'est-à-dire qu'il investit en fonction d'informations nouvelles liées à son environnement, lesquelles reconfigurent le théâtre de ses actions et choix d'affaires. C'est à ce titre que Flore va de la vente du goûter (prunes et plantains) aux services et consommables bureautiques. Ici, elle va d'abord sous-louer un coin de boutique chez une secrétaire bureautique. Pierre, quant à lui, quitte les aphrodisiaques (kolas et citron) et chaussures pour un bazar, même s'il a eu à sous-louer aussi à ce niveau.

### **4.3 La naissance de l'entreprise par immobilisation et agrandissement des activités**

L'évolution d'une phase d'investissement à l'autre suit une trajectoire d'aménagement de l'emplacement et des locaux, de densification statistique de la marchandise/service et donc de viabilité de l'activité. L'expérience de William rend compte de cette démarche collective.

*Étant en sous-location avec mes deux copieurs, j'avais en moi cette ambition d'agrandir mon business et surtout d'être le grand du secteur. Mon business marchait. On avait une bonne clientèle et donc les moyens commençaient à être là. En 2008, l'opportunité m'est donnée pour racheter toute la boutique. Car le propriétaire décide de vendre son fonds de commerce. Je me mets en accord avec lui et je deviens le nouveau propriétaire des lieux. Je vais maintenant prendre un autre crédit pour la rénovation et l'équipement. Je réalise désormais un meilleur chiffre d'affaires. En plus, je mets en sous-location un espace de mon emplacement à une dame qui faisait le secrétariat et j'augmente mes actifs. Voilà, il faut sans cesse se réajuster. C'est comme cela que plus tard, une autre opportunité se présente avec l'avènement du cybercafé. Je fais agrandir l'établissement et je prends un autre espace et je mets le cybercafé. J'ai aujourd'hui un chiffre d'affaires de 4 000 000 francs CFA (6.000 €) mensuels, trois employés. Voilà comment je suis devenu patron de JT-Multiservices. Je veux entrer maintenant dans l'imprimerie industrielle!*

De ce qui est établi, le passage des deux stades antérieurs pour ce troisième consacre un processus transitionnel graduel de l'informel au formel avec la formalisation d'une entreprise. L'entreprise est ici une structure qui réclame avec succès une installation immobilière stable en matériaux définitifs, une enseigne repérable, le recours à au moins un salarié permanent, l'inscription au registre du commerce, l'acquiescement des exigences fiscales, la vente de produits/services de qualité et des prix de vente relativement élevés<sup>5</sup>. Tel est aussi le descriptif de Flore dont le récit souligne cependant qu'acquiescer locaux et autorisations administratives nécessaires pour le passage au formel ne va pas toujours de soi :

---

<sup>5</sup> Tous les jeunes de la cohorte « entrepreneurs accomplis » de cette réflexion ont atteint le stade de l'entreprise. Toutefois, l'accès à cette étape n'est ni mécanique, ni généralisable. De ce fait, certains jeunes dont l'expérience n'a pas été présentée dans ce texte conclusif, malgré la croissance de leurs affaires, demeurent dans l'informel.

*J'étais presque prête. [...] Il me fallait maintenant la boutique. [...] j'ai mis près de cinq mois pour m'installer. Trouver des boutiques à louer à Ngoa-Ekelle et Soa a été difficile. Ce sont les meilleurs secteurs quand tu es dans notre business [...]. Donc c'est la bagarre à la mairie. Tu vois des boutiques vides qui t'arrangent, mais la mairie ou les bailleurs te disent qu'il n'y a plus rien. Il faut passer par les réseaux.*

Ainsi, à ce stade, vouloir être en règle ne suffit-il pas. Seul le recours à des médiateurs – c'est-à-dire à des acteurs capables de fournir certaines informations concernant les démarches, les espaces et locaux disponibles, ou de faire pression sur des administrateurs – garantit l'accès à la forme d'exploitation souhaitée (Bouba-Olga et Grossetti, 2008). Achille, enquêté mobilisé dans un travail précédent (Meliki, 2022), confie qu'il avait dû recourir à ce type de *tuyaux* pour obtenir ses papiers et son emplacement à Mokolo. Il a dû *voir*<sup>6</sup> une relation d'un administrateur des marchés de la Communauté urbaine. Il a *payé tout ce monde*. En fait, dans un environnement de captation par l'élite des moyens de production et des espaces commerciaux, les entrepreneurs doivent parfois user de tractations officieuses et jouer le jeu de la corruption pour accéder aux licences et emplacement d'exploitation. Ces entrepreneurs mobiliseront leurs épargnes et des capitaux de tontines pour parvenir à acquérir boutique personnelle et autorisations. Docta reprend cette figure commune : *J'ai passé quatre ans à la gare routière [sur une table]. C'est après que j'ai pris cette boutique. Mais maintenant, ce sont les habits, les équipements sportifs, les outils pour travaux agricoles que je vends*. Contrairement aux étapes antérieures, les récits sur cette troisième phase font en outre intervenir des déclarations fiscales, la qualité de la boutique, le chiffre d'affaires et des employés permanents. Léo en parle de la manière suivante :

*En 2000, je décide de me transformer en alimentation générale avec mes bénéfiques. Donc, c'est en 2000 que je passe donc pour une boutique. Là-dedans il y avait tout : poissonnerie, parfumerie et tous les aliments et autres produits. C'est là où je vais donc mettre le nom Supérette Bébé Léo. Puis, après, je vais ajouter le snack-bar que voici. J'ai mis le bâtiment en chantier, j'ai réaménagé et modernisé. Tu vois, par exemple, l'extension du bloc des toilettes. Ça n'a pas été facile après tant de coups [...]. Je n'ai peur de rien, mes papiers sont à jour. Je paie tous les papiers de l'État. Je donne le travail à deux jeunes en plus de ma femme. Mon chiffre d'affaires aujourd'hui est de 25 000 000 francs CFA (38 112 €) l'année.*

Les jeunes qui passent à la troisième phase ont des employés. Leur présence est expressive d'une stabilité financière, d'un flux de clientèle attirée par une structure immobilière de qualité et des pratiques de gestion rigoureuses. Si les deux premières phases ont une comptabilité manuelle simplifiée, ici, l'informatisation des mouvements de dépenses, d'entrées et de gestion de stock est de mise, même si certains peuvent

<sup>6</sup> Faire intervenir quelqu'un pour régler un problème.

encore utiliser un livre de comptes journaliers détaillés (Meliki, 2015). Cette rigueur dans la comptabilité et le réinvestissement des capitaux montrent alors que l'entrepreneur vise à se construire une autre identité.

## **5. Quand le cheminement entrepreneurial informe sur une rupture biographique en cours**

### **5.1 L'entrée en affaires comme révolte contre les origines sociales**

Chez les panellistes, l'acte d'entreprendre une affaire doit être réencastré dans ce que veut dire construire une trajectoire de vie pour soi (Dubar, 1998). De ce fait, comme démontré, la tranche de vie du questionnement de soi prend empiriquement corps par un arrêt volontaire de travail ou un décrochage scolaire qui signifie que les jeunes ne peuvent plus s'accommoder de la trajectoire jusque-là suivie (Voegtli, 2004). Que Djibril dise qu'*en 2017 j'arrête de charger les camions dans un magasin qui nous exploitait [...] pour un petit salaire que le patron versait quand il voulait. Je suis parti*; que William confie lui aussi que, *j'avais rien; comme l'idiot de service quoi. Donc, comme je dis, je claque la porte [...] j'arrête par dépit. J'avais 18 ans, nous sommes en 1996 [...] Donc je devais tenter quelque chose hors du village*; de même, lorsque Flore rappelle que :

*C'était de trop. Ce que j'ai vécu dans mon enfance dans les foyers de ces gens n'avait pas de nom. Quand je pense encore seulement qu'une simple babouche était carrément un luxe pour moi, même chose avec les serviettes hygiéniques ou des cahiers de 100 pages de rien du tout, c'était juste impossible. Et avec tout l'argent que les tuteurs avaient, je ne pouvais rien revendiquer parce que je viens d'une famille misérable. En plus, ils m'ont rappelé ça en parlant mal de mes parents. C'était ma limite! Même sans force, je ne pouvais pas permettre ça! C'est là où je comprends que l'argent impose le respect. Il me fallait chercher ma part.*

Ces différents extraits des narratifs des jeunes mettent en scène autant d'expressions du renoncement à l'ancienne trajectoire. L'arrêt de travail ou de scolarisation est consubstantiel à la réinterprétation biographique, au rejet de l'identité héritée de la famille biologique et à la décision de basculement. C'est le temps du bilan antérieur. L'identité familiale – horizon passé – et les multiples déconvenues – conjoncture du présent recomposée – sont autopsiées pour se redéfinir (Doray, 2003). Le rejet de l'identité d'origine familiale empreinte de misérabilisme s'accompagne, chez certains entrepreneurs, d'une attitude d'exaspération devant un niveau de pauvreté inacceptable qui y régnait. Il faut à cet effet revenir à Aimé qui connaît un décrochage scolaire en classe de 3<sup>e</sup>. Aujourd'hui à la dernière phase de son parcours entrepreneurial<sup>7</sup>, il possède

---

<sup>7</sup> La dernière phase du parcours entrepreneurial ne marque pas la fin du développement de l'affaire. Elle renvoie plutôt, ici, à la phase de formalisation et viabilisation de l'activité comme analysée à la section 4.3. De ce fait, le développement et la croissance continuent après cette étape.

une unité de prestation de services et de vente de consommables pour bureautique et reprographie. Il confiait que :

*Il y a niveau et niveau de pauvreté. Dans ma famille, c'est la finale. C'était insupportable. Moi, je ne pouvais plus continuer comme ça! Je ne me voyais pas en train de passer ma vie comme mes parents. Jamais. Je ne pouvais pas supporter ça! J'étais en 3<sup>e</sup>. On m'a mis dehors, deux fois, à cause de l'argent de l'inscription, à cause de 7 500 francs CFA (11 €)! Là, je comprends que je devais me chercher. Je ne pouvais pas finir comme mon père. Je n'avais pas de choix. Je devais chercher ma voie comme les autres.*

Ce fragment, comme les autres, met en scène la révolte face à un devenir bloqué. Ce moment précis est problématique chez l'entrepreneur et solidaire de cette réinterprétation biographique. Subséquemment, le travail réflexif sur soi révèle l'impossibilité d'accomplissement, s'il ne s'essaie ailleurs. Cette posture s'exprime aussi, mais dans des termes différents, chez Léo et Joël. Alors qu'ils sont recalés à des concours pour lesquels ils se disent meilleurs, ils font impuissamment le constat de blocage du devenir souhaité à cause des origines sociales. La révolte consécutive à cette réinterprétation est alors traduite par une « sortie de route » constitutive de la décision de dévier de cette trajectoire bloquée à laquelle les vouent leurs origines sociales. La sortie de route est ici changement de cap et de vision quant aux moyens de s'en sortir. Les entrepreneurs sont à ce niveau face à la nécessité de basculement comme condition de rupture d'avec le passé de leur vie, afin de transgresser la trajectoire objective vers laquelle les mènent des origines misérabilistes (Bidart, 2006; Denzin, 1989), ainsi que les pesanteurs sociétales. Le processus d'alternation qui prend corps avec l'entrée en affaires est donc transgressif des codes familiaux et des attentes liées aux imaginaires officiels de réussite (Amougou, 2018). Entrer dans les affaires est déviance et mise à profit d'un nouvel espace de liberté visant à défaire les codes établis. Ces affaires agissent sur le réel restrictif des origines sociales et de l'ordre officiel et déplacent de ce fait les limites imposées par l'environnement de vie antérieur (Fouquet, 2017). Comme trajectoire déviante, ce monde d'affaires devient une structure d'opportunités qui balise une mobilité sociale en assurant l'accès à des ressources matérielles et financières que la destinée antérieure n'aurait pu mettre à la disposition d'entrepreneurs préoccupés par le désir de maturité.

## **5.2 Lorsque la seconde phase des affaires consacre la rupture de tutelle et la démarcation individuelle de l'entrepreneur**

Des situations de dépendance caractérisent le profil de certains membres du panel jusqu'à un niveau, souvent avancé, de la seconde phase du cheminement entrepreneurial esquissé. Il s'agit de cohabiter avec une famille, travailler avec un aîné ou encore être en colocation d'un espace commercial. Des entrepreneurs comme Joël font l'expérience d'une trajectoire qui reproduit, à chaque séquence, l'une de ces figures. Aussi, sur la cohabitation familiale, confie-t-il :

*Je n'avais aucun moyen à mon arrivée à Yaoundé pour louer une chambrette. Et je ne pouvais même pas avoir ça en tête! Je devais d'abord me mettre dans le business avant. Je suis donc allé chez un oncle qui m'a laissé entrer juste le temps de pouvoir voler de mes propres ailes. J'ai passé plus de deux ans chez lui; bon, on peut même dire 3, le temps d'acheter tout mon matériel et d'avoir le loyer. C'est là que j'ai pris ma propre chambre, mais toujours dans le même quartier que lui. On ne sait jamais. Louer coûte cher. Il faut du temps pour payer soi-même ses factures.*

La précarité qui définit les origines sociales des entrepreneurs et la faiblesse du pécule mobilisé pour entamer les affaires ne permettent pas, initialement, de faire face à certaines charges locatives, telles que le loyer d'une chambre personnelle. Il s'ensuit, comme stratégie palliative, le recours aux réseaux de parentèles pouvant offrir un espace sous un toit familial. Le jeune est alors pris, dans ce contexte, dans une configuration tutélaire. Cette dépendance, dans le domaine commercial, s'exprime à travers les formes et dispositifs initiaux d'affaires qui mettent à jour diverses figures d'association et de partenariat avec des aînés, entrepreneurs accomplis. Ces figures, à logiques tutélares, révèlent ici le statut de néophyte du jeune dans les affaires et son impécuniosité. En effet, William, en 1998, débute son parcours en se mettant d'abord avec son grand frère. Celui-ci remplit un double rôle d'employeur et de parrain. William va y apprendre le métier en se socialisant à l'usage des outils de la microédition et de la bureautique. Il travaille sous la dictée de ce frère aîné et utilise ses installations. Cette réalité tutélaire prend une autre forme chez Docta : *Les études ne collaient plus avec moi. J'ai arrêté en classe de 3<sup>e</sup>. Mon frère m'a demandé de réfléchir sur ce que je pouvais faire avec 50 000 francs CFA (76 €). J'ai décidé de vendre les médicaments.* Chez cet entrepreneur, c'est l'impulsion du *grand frère* [qui] *ne pouvait supporter qu'[il] reste là toute la journée et se mette à jouer au djambo*<sup>8</sup>. À 17 ans, comme souligné, il parcourt la ville de Mbalmayo avec, dans son carton, des médicaments d'une valeur de 45 000 francs CFA (68 €). Il devait, chaque fin de semaine, faire un rapport à son frère. Par ailleurs, d'autres jeunes font usage d'un coin de boutique, voire de véranda d'un entrepreneur établi. William entre à nouveau dans cette catégorie avec la sous-location d'une véranda à ses débuts tout comme Joël; Djibril, lui, ne paie rien pour l'usage de la véranda mobilisée.

Ces configurations rappellent que des jeunes entrent dans les affaires en s'appuyant sur les aînés. Ils bénéficient de l'abri de leurs unités commerciales, tout comme d'un capital pour se lancer; de même utilisent-ils leurs carnets d'adresses pour étoffer leur clientèle. Cet agencement montre que les aînés sont utilisés comme des ressources de médiation, c'est-à-dire des acteurs fournissant des informations, compétences et moyens sensibles qui rendent, en partie, possibles l'affaire de l'entrepreneur (Bouba-Olga et Grossetti, 2008). Cependant, entre statut d'employé, d'apprenant, de protégé, de débiteur, de commerçant squatteur, le jeune est ici soumis à une autorité. Il s'ensuit

<sup>8</sup> Jeu de poker illicite réprimé par les forces de l'ordre.



une incapacité à se donner lui-même sa propre loi pour ses affaires, c'est-à-dire l'autonomie (De Singly, 2000). Il fait l'expérience d'un encastrement cognitif et matériel. L'encastrement cognitif est la réplique de la vision et des routines desquelles procèdent les aînés dans les affaires. Tandis que l'encastrement matériel est l'usage d'une part des structures de production économique de l'aîné (Bouba-Olga et Grossetti, 2008). Ainsi, les dispositifs, les réseaux, la confiance acquise dans le secteur et l'expérience gagnés par les devanciers sont mis à contribution pour les carrières des entrepreneurs (Munno, 2005). Capital social, ces ressources relationnelles, financières, morales et matérielles accumulées par les aînés deviennent un bien collectif qui explique alors la possibilité et la réussite de certains jeunes (Putnam, 1994). Cependant, l'encastrement multiforme qui dérive de l'usage de ces dispositifs implique une dépendance (Grossetti *et al.*, 2006; Granovetter, 1985). Pierre, en plus d'être à l'étroit, affirme qu'il se sentait dupé. Docta, lui, en avait marre de rendre compte à son grand frère. Flore confiait pour sa part qu'elle était mal à l'aise dans le partage d'une boutique à ses débuts. Ce malaise l'amenait souvent à écourter ses journées de travail. Il n'y avait pas de différence entre les entrepreneurs et un enfant à qui on peut donner des injonctions, me confieront la majorité de mes enquêtés.

Ces structures de la dépendance sont mal vécues. Elles entraînent un manque de personnalité et une subordination qui met à mal la rupture enclenchée, en tant qu'elle se projette autour de l'émancipation de soi. En ce sens, le point de tension de la première phase est l'affranchissement multidimensionnel. C'est pourquoi le pécule de ce stade est orienté dans l'acquisition de plus de facteurs de production et de marchandises ainsi que la location d'un espace individuel, voire la construction de locaux provisoires : c'est le processus de découplage. Il traduit un désencastrement du jeune par la création de ressources propres dont le corollaire est l'affranchissement de toute tutelle et l'émancipation des rapports de dettes et de compte-rendu entretenus jusqu'alors (White, 2002). Cette seconde étape est donc autonomisation, émancipation et démarcation effectives de l'entrepreneur en devenir.

### **5.3 Formaliser l'entreprise comme rupture d'avec l'anonymat et signe d'homme accompli**

Outre la volonté de formaliser les affaires, discours et pratiques recueillis ont recours au référentiel de condition d'homme et de passage au groupe des adultes pour cette troisième étape. Cette configuration suggère une corrélation entre statut de proto-adultes des entrepreneurs (De Boeck et Honwana, 2005) et accès à la composante sénior. Il faut en prendre la mesure en revenant au narratif de Léo.

*Ça n'a pas été facile. Je sors de loin! Chez moi, tu le sais, nous sommes sept enfants. Je ne peux pas dire qu'on a des parents. Ma maman ne faisait rien, elle était au village et mon père ne fait rien aussi. J'étais quitté du village pour voler de mes propres ailes. C'était ça le but. Et on savait que j'étais en ville pour me battre. Pendant des années je ne pouvais pas descendre au village parce que je ne pouvais pas faire un bilan. Le garçon qui sort de la maison de son père doit revenir avec la réussite. C'est ça qui fait de toi quelqu'un; parce que c'est là que tu peux prendre des responsabilités importantes dans la famille. Malheureusement, quand je deviens ce que je suis, ma mère est morte. Son mari pleure tous les jours en disant : « Si ta mère était vivante elle allait être contente de voir l'homme que tu es devenu »!*

Ainsi, il n'y aurait ni bilan ni fierté au niveau des phases initiales et intermédiaires pour les jeunes. Ces phases sont des étapes inférieures de croissance qui indiquent que le jeune n'a pas encore accumulé assez de capitaux permissifs d'un accomplissement de soi, c'est-à-dire permettant d'être taxé de « quelqu'un » ou de mature. C'est pourquoi, chez Léo, il ne pouvait aller au village natal. Alors que, comme lui, les entrepreneurs au troisième stade clament être « arrivés » en *self-made men*, le parcours entrepreneurial suggère dès lors, à travers ses étapes, des seuils d'affaires à franchir. En tant que jeune, les phases de la trajectoire entrepreneuriale fournissent des seuils sociaux, entendus comme des étapes vers la maturité, dont le franchissement devient ce par quoi s'évalue leur réussite et entrée dans la catégorie d'hommes accomplis (Galland, 2009). Les deux premiers stades renvoient donc à l'enfance et à l'adolescence. C'est pourquoi chez Léo et les autres, on ne peut aller auprès des siens pour faire un bilan, convoquer une réunion ou endosser de lourdes charges. Le troisième stade devient alors le pic de croissance du parcours sans pour autant le boucler, dans la mesure où il confère la capacité à se rendre en campagne sans gêne et à prendre des *responsabilités importantes* dont parlent les enquêtés. Sur ce point, il faut en effet s'intéresser à William pour saisir comment le franchissement de la dernière étape bâtit des responsabilités d'« homme » tout en conférant un début de prestige social aux entrepreneurs.

*En 2008, quand je deviens propriétaire en rachetant la première boutique, automatiquement on a posé tous les problèmes de la famille sur mes épaules. Je dois agir sur presque tout. Je suis devenu comme un chef de famille. Je me suis marié. Il fallait maintenant aider les autres comme je peux. J'ai accepté qu'on m'envoie des cousins qui sont devenus mes employés. Ils ont appris le travail ici chez moi et ils avaient un salaire. Je paie la scolarité des enfants au village. Quand il y a un gros souci, je convoque les réunions pour voir quoi faire. Mais, je suis toujours celui qui doit donner la grosse partie [...]. Je donne aussi mes cotisations à la chefferie quand il y a un travail ou un événement qui concerne tout le village. Les gens savent que mes affaires tournent, donc on me regarde. Ça pèse quand on sait que tu es déjà quelqu'un.*

Ainsi, comme les autres, William gagne la considération de sa famille après sa consécration ultime comme entrepreneur. Son entrée dans cette troisième phase est constitutive du franchissement d'un seuil social clé, celui de la stabilité et de la percée dans le secteur, en tant qu'il consacre son statut d'homme accompli (Battagliola, Brown et Jaspard, 1997). Cette réalité l'installe au centre de la vie familiale comme pourvoyeur aux besoins et figure autorisée. Ainsi, la trajectoire entrepreneuriale est alors similaire à un parcours initiatique. Elle transpose, par ses phases et épreuves, le cheminement initiatique qui restitue l'éthos culturel de l'homme accompli. Il s'agit ici de celui qui part de rien, endure le travail et ses sacrifices pour gagner sa vie et accéder à des biens et propriétés qui ouvrent sur des titres sociaux permettant de se faire respecter (Meliki, 2015; De Latour Dejean, 1976).

Dès lors, dans un contexte où les institutions traditionnelles qui garantissent la transition de la jeunesse à l'âge adulte se font absentes en raison de la modernité, il se crée donc un rapport entre activités des entreprenants et itinéraire palliatif d'accomplissement de soi qui mène à l'âge adulte par ses exigences (Droz, 2015). L'autorité et la place centrale subséquentes dans la famille traduisent ici une reconnaissance collective qui découle des capacités symboliques et réelles acquises par l'entrepreneur durant les diverses épreuves qui jonchent chacune des trois phases du cheminement entrepreneurial. La matérialisation de l'entreprise et la relative aisance financière qui en dérive en constituent le couronnement. C'est pourquoi la propriétaire de *Floritz Enterprises* déclarait se sentir minable avant la formalisation de son affaire. Elle n'avait pas alors les crédits décisifs prouvant son changement de statut, analogiquement sa maturité, son accomplissement et donc sa capacité à s'imposer face aux autres. L'expression d'accomplissement de soi est plurielle. Docta confiait, sans toutefois en faire de rapport explicite, son mariage après ouverture de sa boutique, alors que Pierre, quoique sobre sur ses réalisations, soulignait une part des responsabilités familiales déjà rapportée par William, en disant : *J'ai fait venir mon petit frère. Il a son salaire que je ne peux pas dévoiler ici et il apprend le travail avec moi.* Ici, se marier ou faire venir un cadet de la campagne et lui donner du travail, qui plus est chez soi-même, est un acte que seul l'adulte accompli peut poser.

Ainsi donc, descendre dans la rue, travailler pour atteindre la troisième phase du parcours entrepreneurial est un double succès social et économique assimilé à un rite moderne par lequel on devient homme accompli. L'itinéraire des affaires et ses vertus pédagogiques sont comme de nouvelles trajectoires d'auto-accomplissement inspirées des rites traditionnels effondrés qui assuraient la transition de l'adolescence à l'âge adulte (Van Genep, 1981).

## 6. Conclusion

Si la conceptualisation en termes de débrouille domine le champ des menues activités informelles de rues, il apparaît cependant que de telles activités peuvent être instrumentées pour bâtir des trajectoires professionnelles valorisantes. Cette posture s'objective dans une société camerounaise où les jeunes, issus de familles indigentes,

sont victimes de plusieurs régimes d'exclusion. À titre principal, il faut citer leur éviction des concours publics, débouchant sur une carrière de fonctionnaire, et leur refoulement des réseaux institutionnels d'appuis en capitaux d'appoint en faveur de microprojets (Meliki, 2022). Ce constat prescrit de saisir comment font sens les bricolages que les exclus actionnent en rapport aux fins poursuivies de valorisation de soi. Analyser les menues activités de rues initialement développées, c'est alors problématiser des trajectoires alternatives de réalisation de soi dans une société d'exclusion. En effet, l'enquête ethnographique et le matériau biographique révèlent que les jeunes de Yaoundé et de Douala sont loin de mobiliser ces activités de rues sous la figure éminente de la débrouille. Certes, la débrouille est d'abord volonté de création de revenus à visée de satisfaction de besoins existentiels ponctuels et, pour cela même, elle procède d'une logique de l'immédiateté dépouillée d'une projection consciente et active vers l'avenir. Pratiques expressives de modes de survie en zone urbaine, les activités de débrouille, si elles engagent un processus d'auto-prise en charge de soi, toujours pas exempte de créativité, les revenus engrangés se diluent surtout dans les besoins basiques pressants qui éprouvent les unités domestiques. Or, chez les jeunes du panel, ces mêmes figures d'activités décrivent, sur la durée, un processus transformationnel structuré par trois phases graduelles descriptives d'un cheminement qui ouvre sur la formalisation d'une entreprise viable. De ce fait, ces jeunes, dans la rue, deviennent des entreprenants. L'entrepreneur désigne la réalité du jeune qui, tout en recourant aux mêmes schèmes d'activités dites de débrouille, est habité, dès son entrée dans le créneau des petites affaires de rues, par un engagement total et actif de soi, dans le temps, en vue d'un accomplissement entrepreneurial.

Pourtant, formaliser une entreprise à partir de ressources amassées personnellement, c'est attester de sa capacité à prendre en main son existence malgré les obstacles, à s'autodéterminer et, ainsi, à remplir un rôle d'acteur dans sa famille et la société. Une telle configuration matérialise la perspective d'activités de rues comme tremplin de production des ressources qui irriguent, à la fois, une dynamique d'alternation et de passage au statut d'adulte accompli chez des jeunes. Il s'agit précisément, au détour d'une autopsie critique des origines sociales qui s'avèrent inaptes à garantir les ressources effectives de réussite selon l'imaginaire officiel, d'enclencher un itinéraire à même de créer un avenir qui échappe au destin misérabiliste vers lequel conduirait objectivement l'indigence des origines en butte aux régimes d'exclusion de la société. Aussi, les activités de rues sont-elles le support initial de ce processus qui participe d'une entreprise de rejet d'une identité limitative héritée – situation socio-économique familiale – et souvent assignée – régimes d'exclusion. L'identité nouvelle d'entrepreneur *self-made man* qui ouvre sur une stabilité financière, l'acquisition de biens et de propriétés, valorise le jeune en l'érigant en une figure tutélaire et d'autorité familiale étant donné ses capacités significatives à prendre en charge les siens et pourvoir à leurs besoins. Ces qualités, caractéristiques d'un adulte, l'entrepreneur ne pouvait y prétendre avant la troisième phase de son cheminement entrepreneurial. Lesdites qualités font des activités de rues une épreuve conduisant à la maturation du jeune et à son accomplissement en tant qu'adulte. Cette configuration, expressive de la capacité

à s’accomplir sans subsides institutionnels alors que le jeune devient un acteur qui pose des actions déterminantes pour soi et les siens, ne fait-il pas de lui un sujet dont l’autonomie entraîne un rapport essentiellement critique envers l’appareil gouvernant?

### **Bibliographie**

- Aerts, J.-J., D. Cogneau, J. Herrera, G. de Monchy et F. Roubaud. (2000). *L'économie camerounaise : un espoir évanoui*. Paris : Karthala.
- Agbu, O. (2009). *Children and youth in the labour process*. Dakar : CODERIAS.
- Alejandro, P. et J. Sensenbrenner (1993). Embeddedness and immigration: Notes on the social determinants of economic action. *The American Journal of Sociology*, 98 (6), 1320-1350.
- Amougou, G. (2016). Jeunesse entreprenante et processus d’auto-prise en charge au Cameroun. *Revue Jeunes et Société*, 1 (2), 79-97. <http://rjs.inrs.ca/index.php/rjs/article/view/218/144>
- Amougou, G. (2017). L’individualisation saisie par la subjectivation en Afrique. Prolégomènes théoriques et notes provisoires. *CriDis Working Papers*, 55.
- Amougou, G. (2018). Une esquisse sociohistorique de la lente émergence du citoyen-souverain au Cameroun. *Espace temps*. <https://www.espace temps.net/articles/une-esquisse-sociohistorique-de-la-lente-emergence-du-citoyen-souverain-au-cameroun/>
- Bajoit, G. (2013). *L’individu sujet de lui-même*. Paris : Armand Colin.
- Battagliola, F., E. Brown et M. Jaspard (1997). Itinéraires de passage à l’âge adulte. Différences de sexe, différences de classe. *Sociétés contemporaines*, 25, 85-103.
- Bayart, J.-F. (1985). *L’État au Cameroun*. Paris : Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.
- Benjamin, N. et A. Mbaye (2012). *Les entreprises informelles de l’Afrique de l’Ouest francophone*. France : Pearson.
- Béret, P. (2002). Projets professionnels et emplois ultérieurs : une analyse des mécanismes de l’insertion professionnelle. *L’orientation scolaire et professionnelle*, 31 (2), 179-194.
- Berger, P. et T. Luckman (1986). *La construction sociale de la réalité*. Paris : Méridiens Klincksieck.
- Bertaux, D. (1980). L’approche biographique : sa validité méthodologique, ses potentialités. *Cahiers internationaux de sociologie*, 69, 197-225.
- Bidart, C. (2006). Crises, décisions et temporalités : autour des bifurcations biographiques. *Cahiers internationaux de sociologie*, 120, 29-57.

- Bouba-Olga, O. et M. Grossetti (2008). Socio-économie de proximité. *Revue d'économie régionale et urbaine*, 3, 311-328.
- Bourdillon, M. (2012). *Negotiating the livelihoods of children and youth in Africa's urban spaces*. Dakar : Codesria.
- Bureau central des recensements et des études de population (2005). *Troisième recensement général de la population et de l'habitat du Cameroun*. République du Cameroun
- Cefai, D. et C. Terzi (2012). *L'expérience des problèmes publics*. Paris : Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales.
- De Coninck, F. et F. Godard (1990). L'approche biographique à l'épreuve de l'interprétation. Les formes temporelles de la causalité ». *Revue française de sociologie*, 31 (1), 23-53.
- De Latour Dejean, C.-H. (1976). La structure parentale dans une chefferie Bamiléké du Ndè au Cameroun. *Journal des Africanistes*, 46 (1-2), 95-103.
- De Singly, F. (2000). Penser autrement la jeunesse. *Lien social et Politiques*, 43, 9-21.
- De Soto, H. (2013). Thought on the importance of boundaries. *American Philosophical Society*, 157 (1), 22-31.
- De Boeck, F. et A. Honwana (2005). Faire et défaire la société : enfants, jeunes et politique en Afrique. *Politique africaine*, 80, 5-11.
- Demazière, D. (2003). Matériaux qualitatifs et perspective longitudinale. La temporalité des parcours professionnels saisis par les entretiens biographiques. *CEREQ. Documents séminaires*, 171, 75-89.
- Denzin, N. (1989). *Interpretive biography*. Newbury Park : Sage.
- Doray, P. (2003). Choix professionnel, carrières scolaires et production de la « relève » technique. Centre interuniversitaire de recherche sur la science et la technologie. *Documents séminaires*, 171, 361-376.
- Droz, Y. (2000). L'Ethos du *mûramati* kikuyu: schème migratoire, différenciation sociale et individualisation au Kenya. *Anthropos*, 95 (1), 87-98.
- Droz, Y. (2006). Street children and the work ethic. New policy for an old moral, Nairobi (Kenya). *Childhood*, 13 (3), 349-363.49).
- Droz, Y. (2015). Jeunesse et âge adulte en pays kikuyu. Des éthos précoloniaux aux nouveaux mouvements politico-religieux. *Cahiers d'études africaines*, LV (2), 213-230.
- Dubar, C. (1998). Trajectoires sociales et formes identitaires. Clarifications conceptuelles et méthodologiques. *Sociétés contemporaines*, 29, 73-85.
- Eboko, F. (2008). Cameroun : acteurs et logiques des émeutes de 2008. *Alternatives Sud*, 15, 53- 57.

- Ela, J.-M. (2006). *Travail et entreprise en Afrique*. Paris : Karthala.
- Fodouop, K. (1991). *Les petits métiers de rue et l'emploi : le cas de Yaoundé*. Yaoundé : Sopecam.
- Fodouop, K. (2015). *Le Cameroun : jardin sacré de la débrouillardise*. Paris : L'Harmattan.
- Fouquet, T. (2017). La nuit urbaine, un « espace potentiel »? Hypothèses dakaroises. *Cultures et Conflits*, 105-106, 83-97.
- Galland, O. (2009). *Les jeunes*. Paris : La Découverte
- Geschiere, P. et P. Konings (1993). *Itinéraires d'accumulation au Cameroun*. Paris : Karthala.
- Gonthier, F. (2004). Weber et la notion de compréhension. *Cahiers internationaux de sociologie*, 1 (116), 35-54.
- Granovetter, M. (1985). Economic action and social structure: The problem of embeddedness. *American Journal of Sociology*, 91 (3), 481-510.
- Grossetti, M., J.-F. Barthe et C. Beslay (2006). La mobilisation des relations sociales dans les processus de création d'entreprises. Aperçus à partir d'une enquête en cours. *Sociologies pratiques*, 2 (13), 47-59.
- Havard, J.-F. (2009). Tuer les « Pères des indépendances » ? Comparaison de deux générations politiques post-indépendances au Sénégal et en Côte d'Ivoire. *Revue internationale de politique comparée*, 2 (16), 315-331.
- Honwana, A. (2012). *Time of youth: work, social change and politics in Africa*. London : Kumarian Press.
- Hughes, E. (1937). Institutional office and the person. *American Journal of Sociology*, 43 (3), 404-413.
- Institut national de la statistique. (2008). *Troisième enquête camerounaise auprès des ménages (Ecam III)*. République du Cameroun.
- Institut national de la statistique. (2022). *Troisième enquête sur l'emploi et le secteur informel au Cameroun (EESI3)*. République du Cameroun.
- Janin, P. (2006). La vulnérabilité alimentaire des Sahéliens : concepts, échelles et enseignements d'une recherche de terrain. *L'Espace géographique*, 4 (35), 355-366.
- Julin, P. A. et M. Marchesnay (1996). *L'entrepreneuriat*. Paris : Economica.
- Kaufmann, J.-C. (2001). *Ego. Pour une sociologie de l'individu. Une autre vision de l'homme et de la construction du sujet*. Paris : Nathan.
- Kaufmann, J.-C. (2004). *L'invention de soi. Une théorie de l'identité*. Paris : Armand Colin.
- Kobou, G. (1999). Ajustement structurel et exclusion sociale : une analyse fondée sur le marché du travail. In L. Sindjoun (dir.), *La révolution passive au Cameroun : État, société et changement* (p. 101-155). Dakar : Codesria.

- Lachaud, J.-P. (1994). *Pauvreté et marché du travail urbain en Afrique subsaharienne : analyse comparative*. Genève : Institut international d'études sociales.
- Lautier, B. (2002). Les employées domestiques latino-américaines et la sociologie : tentative d'interprétation d'une bévue. *Cahiers du genre*, 1 (32), 137-160.
- Lautier, B. (2013). Sociologie de l'emploi, informalité des relations de travail et stratégies familiales en Amérique latine. *Cahiers du genre*, 2 (55), 199-217.
- Le Roy, E. (1996). L'odyssée de l'État. *Politique africaine*, 61, 5-17
- Manirakiza, D. (2010). Football amateur au Cameroun : entre clientélisme politique et échanges mutuels. *Politique africaine*, 118, 103-122.
- Mbembe, A. (1985). *Les Jeunes et l'ordre politique en Afrique*. Paris : L'Harmattan.
- Meliki, H. M. (2015). Sociologie empirique de la socialisation entrepreneuriale du jeune Bamiléké au Cameroun. *Revue suisse de sociologie*, 41 (2), 241-265.
- Meliki, H. M. (2016). La jeunesse dans la politique des usages de l'espace public urbain au Cameroun : entre répression diurne et légalité nocturne. *Revue de la société suisse d'ethnologie Tsantsa*, 21, 73-85.
- Meliki, H. M. (2022). La marginalité créatrice : jeunesse urbaine et terrains nocturnes de l'autofinancement entrepreneurial au Cameroun. *Émulations*. <https://doi.org/10.14428/emulations.varia.040>
- Miaffo, D. et J.-P. Warnier (1993). Accumulation et ethos de la notabilité chez les Bamiléké. In P. Geschiere et P. Konings (dir.), *Itinéraires d'accumulation au Cameroun* (p. 33-69). Paris : Karthala.
- Munno, C. (2005). Prestige, intégration, parentèle : les réseaux de parrainage dans une communauté de Vénétie (1834-1854). *Annales de démographie historique*, 1 (109), 95-130.
- Naisiko, T. (2012). The value of socialization in negotiating livelihoods among the youth: A case of Bugembe youth group in Uganda. In M. Bourdillon (dir.), *Negotiating the livelihoods of children and youth in Africa's urban spaces* (p. 201-2016). Dakar : Codesria.
- Nzemen, M. (1993). *Tontines et développement ou le défi financier de l'Afrique*. Yaoundé : Presses universitaires du Cameroun.
- O'Brien Cruise, D. (1996). A lost generation. Youth identity and state decay in West Africa. In R. Werbner et T. Ranger (dir.), *Postcolonial Identities in Africa* (p. 55-74). Londres : Zed Books.
- Organisation de coopération et de développement économiques. (2002). *Measuring the Non-Observed Economy*. OCDE.
- Orock, R. et E. Tabe (2013). Manyu youths, belonging and the antinomies of patrimonial elite politics in contemporary Cameroon. *Cultural dynamics*, 25 (3), 269-290.



- Passeron, J.-C. (1991). Le scénario et le corpus. Biographies, flux, itinéraires, trajectoires. In J.-C. Passeron (dir.), *Le raisonnement sociologique. L'espace non-poppérien du raisonnement naturel* (p. 185-206). Paris : Nathan.
- Pharo, P. (1993). *Le sens de l'action et la compréhension d'autrui*. Paris : L'Harmattan.
- Pidika Mukawa et G. Tchouassi (2005). *Afrique centrale: crises économiques et mécanismes de survie*. Dakar : Codesria.
- Putnam, R. (1994). Social capital and public affairs. *Bulletin of the American Academy of Arts and Sciences*, 47 (8), 5-19.
- Sangaré, A. (2012). Chômage et conditions d'existence des jeunes de la ville de Ouagadougou. In M. Bourdillon (dir.), *Negotiating the livelihoods of children and youth in Africa's urban space* (p. 17-32). Dakar : CODESRIA.
- Schumpeter, J. (1969). *Capitalisme, socialisme et démocratie*. Paris : Payot.
- Schütz, A. (2007). *Essai sur le monde ordinaire*. Paris : Le Félin
- Simon, H. (1955). A behavioral model of rational choice. *The Quarterly Journal of Economics*, 69 (1), 99-118.
- Simone, A. (2005). Reaching larger worlds. Negotiating the complexities of social connectedness in Douala. *Politique africaine*, 4 (100), 38-53.
- Van Gennep, A. (1981). *Les rites de passage*. Paris : Éditions A. et J. Picard.
- Verlet, M. (2000). Growing up in Ghana: Deregulation and the employment of children. In B. Schlemmer (dir.), *The Exploited Child* (p. 67-82). London : Zed Books.
- Voegtli, M. (2004). Du Jeu dans le Je : ruptures biographiques et travail de mise en cohérence. *Lien social et Politiques*, 51, 145-158.
- Warnier, J-P. (1993). *L'esprit d'entreprise au Cameroun*. Paris : Karthala.
- White, H. (2002). *Market from networks. socioeconomic models of production*. Princeton : Princeton University Press.